

(Voir début en pages 4-5)

PRISE EN MAINS

Au fil des réunions de 2012, il a été question des prix des loyers, des élections communales et des promesses non tenues par les politiques, du respect des différentes cultures, etc.

Ce soir, la discussion tourne autour de la soirée du 10 décembre, au palais de justice (voir page précédente). Marguerite s'inquiète du nombre de places assises alors que Jean s'énerve: "On dit qu'après la projection du film sur Joseph Werinsky (sic), les militants vont pouvoir prendre la parole mais quand on regarde le programme, les orateurs, c'est tous des grands manitous. C'est toujours la même chose. Ce sont toujours les mêmes qu'on voit et qu'on revoit."

Georges de Kerchove le calme en lui promettant que tout le monde aura son mot à dire: "Surtout, toi", glisse-t-il un brin sarcastique.

Jean-Paul et la petite Marie

Voici qu'on évoque gravement le cas de Jean-Paul, qui fut des leurs et qui est mort dans l'indifférence à l'hôpital Saint-Pierre, voici quelques semaines. Il a été enterré incognito dans le carré des indigents du cimetière de Bruxelles à Evere.

La nouvelle de son décès est parvenue trop tard à ses amis qui pestent d'avoir manqué les funérailles. Ils vont se rattraper en organisant un déplacement collectif au cimetière, avec l'aide d'Hector, d'ATD Quart Monde. "Nous en profiterons pour rendre hommage à la petite Marie", ajoute Damien Vandermeersch. La petite Marie, octogénaire "spitante" toujours fourrée à la gare Centrale et qui vient, elle aussi, de disparaître.

C'est l'occasion pour Georges de Kerchove de rappeler la création du collectif "Morts dans la rue", créé à la suite de la découverte, du côté de la Cité administrative, du squelette d'un SDF identifié à grand-peine après que la police eut fait le tour des gares en montrant des photos du corps à ses anciens compagnons d'infortune.

Depuis, chaque année, une cérémonie a lieu à l'hôtel de ville de Bruxelles, en hommage aux SDF qui décèdent sur le trottoir. "Ils sont 35 au moins par an", affirme Jean, un rien préemptoire.

L'heure tourne, c'est bientôt la fin de la réunion qui se clôture sur une discussion pénible: celle du retrait de leurs enfants aux parents démunis.

Jeanne a connu cette situation il y a des années et ne s'en est jamais remise. Aujourd'hui, elle se bat avec son proprio qui a fait croire au CPAS qu'elle n'habitait plus dans son appartement et a réussi à obtenir un jugement d'expulsion. Elle est allée en appel mais se demande chaque soir, si elle va pouvoir avoir accès à son logement.

Cela donne le mot de la fin à M^e de Kerchove: "Le mot qui résume le mieux le sort de nos amis, c'est le mot angoisse."

Il fait toujours aussi froid dehors.



B. BRINKMANN/GAMMA

Pouvoir vivre en toute liberté aux côtés de ses parents, de ses frères, de ses sœurs, de ses grands-parents: pas si évident.

Enfants placés parce que démunis: quelle humanité?

Sous prétexte que la pauvreté constitue un danger, des familles sont brisées.

VIVRE OU SURVIVRE

La famille. S'il y a bien un pilier vital dans le développement psychique et psychologique de tout être humain, c'est bien elle. Pouvoir vivre en toute liberté aux côtés de ses parents, de ses frères, de ses sœurs, de ses grands-parents apparaît comme une évidence aux yeux de tous. Pourtant, force est de constater que ce droit fondamental reste largement bafoué dans notre société actuelle.

Embourbés dans une situation de précarité, certains parents se voient, en effet, contraints de se séparer de leur progéniture sous prétexte qu'elle "serait" en danger. "Ainsi, trop souvent, on place des enfants dans des institutions et familles d'accueil, uniquement en raison de la pauvreté vécue par leur famille. C'est une réponse totalement inacceptable à la réalité de la misère", s'exclame Marc Otjacques, du Mouvement LST (Luttes Solidarités Travail).

Selon lui, pauvreté rime encore trop souvent avec danger. "Parce que l'on estime que ces parents ne sont pas capables d'assumer leurs enfants et/ou qu'ils cons-

tituent un danger pour ces derniers, on leur retire la garde."

S'ensuit ainsi une série de dégâts collatéraux, notamment un sentiment de disqualification dans le chef des parents. "Vous ne vous imaginez pas le nombre de familles brisées et déchirées que l'on rencontre parce que les enfants ont fait l'objet de mesures d'Aide à la jeunesse", nous confie-t-on chez LST.

L'Aide à la jeunesse comme réponse à la pauvreté

Car c'est bien des services d'Aide à la jeunesse dont il est question ici. En Communauté française de Belgique, que se passe-t-il lorsqu'une famille se fait expulser de son logement social pour cause d'insalubrité? "En première ligne, ce sont les Centres publics d'action sociale (CPAS) qui interviennent. Ils ont une responsabilité cruciale dans le respect de la dignité humaine. Si certaines situations s'avèrent plus périlleuses, les services d'Aide à la jeunesse prennent le relais. Parce qu'il n'y a pas d'autre solution. C'est scandaleux", s'insurge Marc Otjacques.

C'est de ce contexte que d'aucuns se sont mobilisés afin de créer un outil de citoyenneté, un lieu de rassemblement et de discussion pour ces familles précarisées. Luttes Solidarités Travail s'inscrit ainsi, aux côtés d'ATD Quart Monde, dans une structure plus large baptisée "Agora". Fondé il y a une douzaine d'années dans le sillage du pre-

mier Rapport général sur la pauvreté, ce groupe d'individus entend organiser un dialogue permanent entre des familles précarisées, des professionnels de l'Aide à la jeunesse et le service de lutte contre la pauvreté du Centre pour l'égalité des chances. "Aujourd'hui, on se contente de bricoler. Un logement pour quelques mois, un ou deux colis pour les Restos du Cœur... On prend des mesures d'urgence, des pansements d'une certaine façon, mais il n'y a rien de structurel", déplore-t-on dans les rangs d'Agora.

Pourtant, souligne-on encore chez LST, la pauvreté est un problème de société qui concerne chacun de nous, les politiques en tête. "Le point de vue des pauvres n'est jamais abordé à la table des négociations. On aborde la problématique de la pauvreté, mais toujours du point de vue des autres. Les pauvres ne sont pas entendus", soutient Marc Otjacques.

Et ce ne sont pas les récentes lois relatives au logement, à l'emploi ou au chômage qui faciliteront la résolution du problème. "La situation est devenue insupportable. La personne pauvre est littéralement emprisonnée dans sa misère. S'il n'y a pas d'avancées en la matière, on va tout droit à la catastrophe", nous confie-t-on encore.

Des avancées politiques sont ainsi attendues sur le plan national, sur le plan européen aussi et ce, au bénéfice des droits humains.

Alice Dive